

+8800 élèves en plus à la rentrée prochaine mais zéro AED supplémentaire et des postes supprimés : **inacceptable !**

La Rectrice a annoncé au Comité technique académique du 25 mai 2021 la **suppression de 10 postes d'AED dans les Yvelines**, redéployés vers d'autres départements. La méthode n'est pas nouvelle, c'est la même que celle qui a conduit à supprimer des postes de CPE malgré la mobilisation des personnels avec leurs organisations syndicales et les parents d'élèves.

Le ministre place toutes les académies dans une situation insoluble : trouvez des solutions en interne, déshabillez les uns pour (très mal) habiller les autres ! **Dans l'Essonne, 2566 élèves supplémentaires** attendus dans le second degré, et **3142 dans le Val d'Oise** : qui peut faire croire que c'est avec **4 (91) et 6 (95) moyens supplémentaires en AED** que le suivi éducatif des élèves va s'améliorer ? **Dans les Hauts-de-Seine, aucun moyen en plus.**

Dans ce contexte, la FNEC FP-FO a proposé un vœu auquel se sont associées toutes les organisations syndicales. « *Les organisations syndicales du CTA -FO, FSU, CGT, UNSA, CFDT, SNALC s'opposent au projet de répartition des moyens AED soumis par Mme la Rectrice. Elles exigent que toutes les suppressions de postes soient annulées : il est urgent que le ministre réponde aux revendications des personnels et des organisations syndicales, pour cela il doit créer immédiatement tous les postes nécessaires dans les établissements scolaires. Elles rappellent que, dans notre académie, 8800 élèves supplémentaires sont attendus dans le second degré à la rentrée prochaine : cela rend d'autant plus inacceptable les suppressions de moyens. Elles s'opposent au prétexte des redéploiements entre départements, déjà mis en œuvre pour les CPE, et qui se traduit par des suppressions de postes inacceptables et massivement rejetées par les personnels des établissements concernés.* »

Parce qu'il refuse depuis plus d'un an de répondre aux revendications, de recruter massivement des personnels pour réduire les effectifs par classe, le ministre a placé les personnels devant des non-choix, il porte la responsabilité de la perte de centaines d'heures de cours dans le cursus scolaire des élèves. Comme si le chaos engendré par sa réforme du lycée et du baccalauréat ne suffisait pas, il brade les dernières épreuves terminales qu'il a laissées en place, suscitant la colère notamment des professeurs de philosophie et de leurs associations disciplinaires. A Versailles comme partout, ils dénoncent cette mascarade : ils demandent l'annulation des épreuves, le rétablissement du baccalauréat national, l'abrogation du bac Blanquer. Ils ont raison !

Postes d'AED, de CPE, de professeurs... le ministre ne répond à aucune revendication, comme on le voit avec son "Grenelle". Il crée les conditions de la poursuite du chaos à la rentrée prochaine. Le 3 juin, avec leurs organisations syndicales, les AESH seront en grève et manifesteront à Paris en direction du ministère pour un vrai statut, un vrai salaire, l'abandon des PIAL, ils ont raison. La FNEC FP-FO et ses syndicats soutiennent toutes les mobilisations des personnels qui refusent les suppressions de postes, de classes et d'heures dans les DHG. Comme ils soutiennent les revendications qui exigent dès maintenant du ministre qu'il rétablisse le baccalauréat national. Assemblées générales, réunions d'information syndicale, pour définir les revendications en lien avec les parents d'élèves et les élèves où cela est possible, et décider des moyens d'agir pour que le ministre cède !

Versailles, le 31 mai 2021